
Jean-Claude Caron

Un siècle de science et de militance : pour une histoire savante et engagée

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Jean-Claude Caron, « Un siècle de science et de militance : pour une histoire savante et engagée », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 31 | 2005, mis en ligne le 18 février 2006, Consulté le 10 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index940.html>

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index940.html>

Document généré automatiquement le 10 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Jean-Claude Caron

Un siècle de science et de militance : pour une histoire savante et engagée

- 1 La Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle célèbre, mieux : fête un siècle d'existence. La chose n'est pas banale, tant l'inscription dans la durée d'une communauté scientifique ne va pas de soi. Disons-le simplement, peut-être naïvement : il n'est pas interdit de ressentir un certain sentiment de surprise — heureuse, cela va de soi — à constater qu'une société dévouée à l'histoire de la révolution de 1848 (les révolutions du XIX^e siècle lui sont adjointes en 1916, avec désormais le triptyque bien connu : 1830-1848-1870 — et non 1871...) et plus généralement « des mouvements politiques et sociaux à partir du XIX^e siècle », comme le précise l'article premier de ses statuts révisés en 1933, est toujours vivante et bien vivante un siècle après sa fondation. De celle-ci, dont il sera évidemment question aujourd'hui, on retient le contexte très particulier : nul risque de déflorer le contenu des communications à venir en soulignant que faire de 1848 un objet d'histoire en 1904, au cœur de la bataille républicaine pour la séparation des Églises et de l'État, c'est s'inscrire à la fois dans un combat politique et dans un combat scientifique. Relisons très précisément l'article 2 des statuts originels de la Société : « L'objet de la Société est de grouper les personnes qui, en tous pays, s'intéressent dans un esprit démocratique à l'histoire de cette époque, soit en France, soit à l'étranger, et d'en organiser l'étude scientifique ». Conjuguer esprit démocratique et étude scientifique n'apparaît pas alors, bien au contraire, comme une hérésie. Georges Renard, premier rédacteur en chef du bulletin de la Société, enfonce le clou : il s'agit bien d'« organiser scientifiquement le labeur historique devenu possible sur une période défigurée par une foule de légendes ; en seconde ligne, travailler à répandre les idées de 1848, considérées comme le “développement naturel et logique des idées de la Révolution” ».
- 2 Peut-on encore souscrire à de tels principes ? Si chacun a sur ce point son opinion, j'avancerai dès maintenant que l'histoire même de cette Société jusqu'à ce jour témoigne d'une volonté affirmée de souscrire par la pratique à ces principes. Cette vision de l'intérieur, en quelque sorte, d'une histoire que d'aucuns trouveront peut-être un peu trop marquée du sceau du positivisme, se veut pourtant moins apologie que constat : la conjugaison d'un passé à écrire et d'un avenir à construire est à l'origine de cette société. Autrement dit, il y a bien, dans l'histoire de ses débuts, une alliance de la science et de la militance, ce qui, du reste, ne choquait alors personne : car suffisamment large était l'éventail des communautés savantes de pensée et d'action pour que chacun trouve sa famille ou son refuge. Mais évoquons également le hasard ou la nécessité si l'on veut bien se rappeler que la Société d'histoire de la révolution de 1848 naquit aussi d'un refus : celui la Société d'histoire moderne d'ouvrir une section spécialement consacrée à l'histoire de la période, ce qui poussa Georges Renard à franchir le pas. Du reste sans rancune, la Société d'histoire moderne et la Société d'histoire de la révolution étant qualifiées de « sociétés sœurs ». Un aperçu du contenu du tout premier numéro du bulletin intitulé *La Révolution de 1848* (bimestriel) témoigne de l'ambition de Georges Renard, alors véritable cheville ouvrière de la Société : les travaux annoncés englobent la démographie, l'économie, la politique, la religion, l'histoire morale et intellectuelle ; les noms de Leroux, Louis Blanc, Proudhon, Marx apparaissent de suite — mais aussi ceux de Marie, Flocon, Ledru-Rollin ; et Falloux, Montalembert, Napoléon III, sans esprit polémique ; ateliers nationaux, journées de juin (sur lesquelles un article de Gustave Geffroy est donné dans ce premier numéro), féminisme, impôts, instruction, et bien d'autres sujets sont énumérés comme devant retenir de futurs travaux. Et si l'on doutait de l'actualité de 1848 en 1904 et des problèmes posés par cette histoire tiède encore, on lira le compte rendu fait par Paul Mantoux de l'ouvrage d'Alphonse-Marie Gossez intitulé *Le Département du Nord sous la deuxième République* : signalant une regrettable lacune archivistique dont l'auteur n'est pas jugé responsable, Paul Mantoux indique que « les documents politiques conservés aux archives départementales du Nord ne lui ont pas été communiqués “malgré des démarches répétées” ».

Nous espérons que grâce aux instructions ministérielles récentes, et surtout à l'activité résolue de nos sociétés, le fait ne se reproduira pas à l'avenir ».

3 Républicaine, telle fut d'abord et avant tout cette société historique qui eut la force de rassembler, comme en témoigne la liste de ses premiers membres, des politiques pourtant opposés, mais communiant dans la défense de la République : ainsi Léon Bourgeois, Henri Brisson, président de la Chambre des députés, Armand Fallières, président du Sénat, Jean Jaurès, Alexandre Millerand, Raymond Poincaré, Joseph Reinach, Albert et Maurice Sarraut, Albert Thomas. Mais aussi des universitaires, dont une majorité d'historiens, des intellectuels, des écrivains : Alphonse Aulard, Albert Bayet, Henri Berr, Léon Blum, Camille Bloch, Pierre Caron, Sébastien Charléty, Jules Claretie, Ernest Denis, Lucien Descaves, Paul Faure, Octave Festy, Anatole France, Gustave Geffroy, Charles Gide, Octave Gréard, Elie Halévy, Lucien Herr, Levy-Bruhl, Louis Liard, les frères Margueritte, Albert Mathiez, Georges Renard, Romain Rolland, Philippe Sagnac, Camille Sée, Charles Seignobos. Sans oublier le poids des représentants de la filiation directe avec 1848, mais aussi avec la révolution de 1870 et même avec la Commune : on y trouve ainsi les patronymes de Arago, Barbès, Paul Bert, Charras, d'Eichtal, Flocon, Floquet, Goudchaux, Lisbonne, Lucipia, Noël Parfait, le premier président de la Société n'étant autre qu'Adolphe Carnot, alors directeur de l'École des Mines. Tradition aussi avec Jules L. Puech dont la femme n'était autre que la petite-fille de Proudon. Quant au premier rédacteur en chef du bulletin de la Société, Georges Renard, titulaire de la chaire d'histoire du travail au Collège de France, il avait été combattant de la guerre de 1870, puis attaché au cabinet du Délégué à la Guerre de la Commune, Rossel, avant de succéder à Benoît Malon à la direction de la *Revue socialiste*. Les protestants et les juifs de la République sont fortement représentés parmi ces premiers adhérents : outre ceux déjà cités, citons parmi d'autres les noms de Brunshwig, de Lyon-Caen, de Monod et d'Émile Kahn, alors président de la Ligue des Droits de l'Homme.

4 Cette énumération de noms célèbres pourrait être perçue comme un écran, sorte de *name's dropping* : mais elle ne saurait cacher la présence des moins célèbres ou des anonymes, dont un certain nombre de recteurs, d'inspecteurs de l'Instruction publique, de professeurs de l'enseignement secondaire, d'archivistes, parmi lesquels Dejean, directeur des Archives nationales, sans oublier les adhésions de collectifs (Jeunesse laïque de Villeneuve-sur-Lot ; Ligue des Droits de l'Homme, section d'Angoulême) et d'inattendus — tel employé du ministère de la Guerre, tel secrétaire de la mairie de Saint-Thibéry (Hérault) ou encore tel secrétaire de la préfecture de Moulins, dans l'Allier. Que dire alors de la présence d'un gouverneur de la Banque de France (sans doute en remerciement de la noble conduite des communards en 1871...), du directeur du bureau international de l'Union postale à Berne ou de Mgr Pechenard, recteur de l'Institut catholique ? Je profite des prérogatives liées à la fonction d'introduit de cette journée pour vous proposer mon préféré : Thalamas, oui, celui de « l'affaire Thalamas », bien présent dans cette réunion de républicains dont il conviendrait par ailleurs de dénombrer les anticléricaux, francs-maçons et autres libres-penseurs.

5 Il n'est pas difficile, à consulter les bulletins de la Société et à lire l'historique rédigé par Rémi Gossez dans les deux premiers numéros de la nouvelle formule du Bulletin (1985, 1986), de constater que, au lendemain de la Première Guerre mondiale, la Société de 1848 est en phase avec la République radicale, ce qui lui vaut sa reconnaissance d'utilité publique en 1933. On y remarque le poids de Justin Godard, député radical de Lyon et ministre dans différents gouvernements, et d'Aimé Berthod, ministre de l'Instruction publique en 1933 et vice-président de la Société de 1921 à 1940. Les subventions, comme le rappelle Rémi Gossez, viennent des pouvoirs publics les plus divers, sans oublier l'appui du Crédit municipal de Paris — autrement dit le Mont-de-Piété ou « ma tante » — dont le directeur, fils de Ferdinand Flocon, n'est autre que le trésorier de la Société... Citons parmi d'autres les adhérents que furent alors Georges Duveau, Félix Ponteil, Gabriel Perreux, Alexandre Zévaès, Georges Bourgin, Fernand Rude. Brutalement interrompues en 1940, les activités de la Société reprennent en 1945 avec la forte personnalité d'Ernest Labrousse, mais aussi de Camille Bloch, de Justin Godard, et grâce à l'aide des pouvoirs publics en vue de la célébration du centenaire de 1848. Le symbole est fort lorsque Léon Blum, revenu des camps et président du Conseil en titre,

prononce une conférence sur 1848, lui qui avait été parmi les premiers membres de 1904. Toutefois, malgré l'arrivée d'Albert Soboul, Jean Bruhat, Jean Dautry, Henri Dubief, Jacques Droz, Robert Schnerb, Edith Thomas, Jean Vidalenc, la Société eut du mal à faire fructifier les acquis du centenaire de 1948. On sait pourtant qu'au delà des divergences politiques qui s'exprimèrent dans les années 1950-1960, la Société, sous l'impulsion d'Ernest Labrousse, d'Emile Tersen, d'Henri Dubief, de Rémi Gossez ou de Pierre Ayçoberry sut donner la parole à Georges Lefebvre comme à Pierre Renouvin, à Maurice Agulhon comme à Bertrand Gille, à André-Jean Tudesq comme à Louis Girard, à Louis Chevalier comme à Evelyne Sullerot, à Maurice Dommanget comme à Jeanne Gaillard, à Raoul Girardet comme à Gabriel Désert, à Pierre Deyon comme à Michelle Perrot, à Jean Bouvier comme à Pierre Guiral, à Charles H. Pouthas comme à Jacques Godechot, à la fois dans des conférences annuelles et dans des volumes, variés ou numéros thématiques, qui constituaient alors la *Bibliothèque de la Révolution de 1848*.

6 Mais la période est marquée par de sérieuses difficultés financières, aggravées par la suppression de la subvention que le CNRS accordait au bulletin de la Société, relancé en 1946 pour 5 numéros, puis transformé l'espace de 6 numéros en *1848. Revue des révolutions contemporaines* jusqu'en 1951. Étonnante époque que celle où le secrétaire des publications qu'était alors Rémi Gossez fait paraître à ses frais le volume dirigé par Jacques Godechot et consacré à *La Presse ouvrière, 1819-1850*, en 1966, avant de récidiver en 1968 avec le dernier volume de la Bibliothèque, *Les Ouvriers de Paris*, dont il était l'unique auteur, et qu'il finança au moyen d'un emprunt personnel auprès du Crédit municipal... La suite, d'autres que moi la diront aujourd'hui. Mais il est de fait que malgré les efforts de Rémi Gossez, la Société connut, de la fin des années soixante au début des années soixante-dix une grave crise, menaçant son existence. C'est d'autant plus regrettable que des projets particulièrement intéressants ne purent de ce fait voir le jour : ainsi d'un volume que devait diriger Jean Dautry sur « Les bas fonds », ou d'un autre proposé par Louis Chevalier sur « Les criminels dans les sociétés occidentales au XIX^e siècle ».

8 Cette journée se veut plus amicale et chaleureuse que solennelle. Non que quelque solennité ne soit perceptible lorsque, dans cet amphithéâtre de la Sorbonne, seront évoqués les noms de ceux qui, comme on vient de le voir, ont marqué de leur empreinte l'histoire de leur temps et, à des degrés divers, de cette Société. Á ce sujet, nous sommes conscients que cette célébration ne pourra pas englober la totalité d'un siècle d'existence : des absences ne seront pas comblées, qui concernent pourtant des moments cruciaux de l'histoire de la Société de 1848. Ainsi de la période durant laquelle Justin Godart la dirigea : l'homme lui-même, du reste, a longtemps fait figure d'oublié de l'Histoire, avant que la publication des actes d'un colloque qui lui a été consacré ne répare, grâce à Annette Wieviorka, cet oubli¹. Ainsi également de la période labrousienne de la Société, tant l'homme a marqué de son influence l'orientation de cette dernière et a joué un rôle central dans l'essor des études dix-neuviémistes au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : en témoigne le nombre de ceux qui furent ses élèves et dont certains sont présents ici. Deux autres absents seront toutefois bien présents aujourd'hui : Rémi Gossez, tout d'abord, qui, en fidélité à l'attachement de son père (descendant de Bianchi, militant ouvrier lillois bien connu) à la Société et par conviction propre, a joué un rôle central dans son histoire depuis 1945, alors que celle-ci était dans une situation difficile. Son âge et sa santé ne permettent plus à Rémi de se déplacer aussi facilement qu'il le voudrait, mais, je peux en témoigner, l'homme reste toujours aussi vif et pugnace dans la discussion. Je voudrais placer cette journée sous son patronage. Absent physiquement, mais bien présent dans le programme de cette journée, figure Philippe Vigier décédé en 1995 : à la suite de Maurice Agulhon, il a été au cœur du développement des activités de la Société de 1848 à laquelle il était profondément attaché, ce qui justifie le fait de dédier cette journée à sa mémoire.

9 Depuis l'origine, la Société de 1848 n'est pas une communauté universitaire, mais une association fondée sur l'adhésion à un champ d'étude et à des valeurs partagées. Que les universitaires y soient nombreux, il faut s'en féliciter ; que le reste de la société y soit trop peu représenté, il faut le regretter. Mais cette évolution paraît sinon naturelle, du moins assez largement partagée par nombre de sociétés historiques, et ne date pas d'hier : ce qui nous

interroge sur l'évolution globale du caractère de ces sociétés. Rendant compte de la vie d'Henri Dubief, mort lui aussi en 1995 et qui fut très actif au sein de la Société de 1848, Maurice Agulhon et Jacqueline Lalouette ont produit une analyse qui semble pouvoir être généralisée : « Henri Dubief nous offre ainsi l'exemple, et sans doute le dernier exemple, d'un homme qui est venu à la Société d'histoire de la révolution de 1848, non seulement comme historien, mais aussi comme citoyen sensible à l'inspiration politique de ce grand moment. Il était quarante-huitard sans doute davantage par l'esprit que par l'érudition, puisque, en tant qu'historien, son domaine de prédilection était la Troisième République. Tel est le sort de sociétés, comme celle de 1848, qui se rattachent à un événement fondateur. Au début, y prédomine la motivation militante, à la fin, la motivation scientifique ». Nous ne pouvons que souscrire à cette analyse, en y ajoutant toutefois le maintien d'un idéal, ce qui fait la spécificité de cette Société à laquelle nous sommes attachés. Et, pour rester dans l'esprit d'un vocabulaire cher à Maurice Agulhon, nous nous flattons d'y cultiver une forme de sociabilité alliant débats, controverses, désaccords à l'occasion, mais finalement volonté de se retrouver autour d'événements pour lesquels nous avons une passion partagée. C'est cette passion qui nous réunit aujourd'hui et qui nous anime pour continuer à faire vivre cette Société, dans un esprit de fidélité et d'ouverture.

Notes

1. Annette WIEVIORKA [dir.], *Justin Godart, un homme dans son siècle (1871-1956)*, CNRS éditions, 2004, XIV-261 p.

Pour citer cet article

Référence électronique

Jean-Claude Caron, « Un siècle de science et de militance : pour une histoire savante et engagée », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 31 | 2005, mis en ligne le 18 février 2006, Consulté le 10 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index940.html>

À propos de l'auteur

Jean-Claude Caron

Président de la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Licence portant sur le document : Tous droits réservés